

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 23708C

Inscrit le 26 novembre 2007

AUDIENCE PUBLIQUE DU 28 FEVRIER 2008

**Recours formé par M. XXX XXX XXX XXX, XXX
contre deux décisions du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
en matière de statut de réfugié**

**- Appel -
(jugement entrepris du 24 octobre 2007, n° 22307 du rôle)**

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 23708C du rôle, déposé au greffe de la Cour administrative le 26 novembre 2007 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur XXX XXX XXX XXX, né le 13 septembre 1973 à XXX (Iran), de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-XXX, dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 24 octobre 2007 en matière de statut de réfugié à la requête de l'actuel appelant contre une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 2 octobre 2006 portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée et lui refusant le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que contre une décision confirmative du même ministre du 13 novembre 2006 prise sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 11 décembre 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER en leurs plaidoiries respectives.

Par jugement prononcé le 24 octobre 2007, le tribunal administratif reçut un recours en réformation introduit par Monsieur XXX XXX XXX XXX et le débouta de ce même

recours dirigé contre une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après désigné par le « ministre », du 2 octobre 2006 portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme non fondée et lui refusant le bénéfice de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ainsi que contre une décision confirmative du même ministre du 13 novembre 2006 prise sur recours gracieux.

En date du 26 novembre 2007, Monsieur XXX XXX a fait déposer au greffe de la Cour administrative une requête d'appel à l'encontre du jugement du 24 octobre 2007.

Le ministre ayant tranché la demande principale en application de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire, l'appel en réformation du jugement du 13 juin 2007 est recevable.

A l'appui de sa requête d'appel, l'appelant fait valoir que les persécutions par lui subies s'inscriraient dans un contexte de répression systématique contre les opposants au régime en place qui se serait amplifiée récemment d'après plusieurs rapports d'organisations internationales, que déjà au cours de l'année 1999, il aurait été emprisonné pendant deux semaines, au cours de la révolte des étudiants, en raison de sa participation à une manifestation des étudiants et qu'au cours de cet emprisonnement, il aurait été torturé et maltraité par des agents du service de renseignement. Il ajoute qu'il aurait été « *flagellé 85 fois pour la consommation d'alcool* », infraction pour laquelle il aurait dû payer une amende de 220.000 tumans, ce qui correspondrait au montant d'un salaire mensuel, et avoir dû payer une amende de 600.000 tumans du fait d'avoir possédé un appareil de satellite. L'appelant relève qu'il aurait dû quitter son pays d'origine en raison de ses opinions politiques, qu'il aurait participé à la distribution de « *tracts d'opposition* » et qu'il aurait continué ses activités politiques au Luxembourg notamment dans le cadre de manifestations publiques organisées par le Conseil National de la Résistance Iranienne au Luxembourg (CNRI), en soulignant qu'au cours de ces manifestations, qui auraient eu pour objet de soutenir les mouvements d'opposition politiques actifs en Iran, une photo de lui aurait été prise et publiée non seulement dans un journal d'opposition mais également par une chaîne de télévision d'opposition dont le programme pourrait être réceptionné en Iran. Il insiste que les membres sympathisants du groupe d'opposition CNRI seraient sévèrement punis en Iran et il conteste l'appréciation des premiers juges qu'il ne ressortirait d'aucun élément en cause que sa participation à des manifestations au Luxembourg puisse être connue des autorités iraniennes. L'appelant critique de même la conclusion des premiers juges que sa participation à une action pour dérouler une banderole et distribuer des tracts, lors de laquelle il aurait pu s'échapper tandis qu'un ami aurait été arrêté, et sa convocation devant le tribunal révolutionnaire, ne seraient pas d'une gravité suffisante pour justifier la reconnaissance du statut de réfugié. L'appelant renvoie encore, quant à la situation politique et au respect des droits de l'homme en Iran, au rapport d'une organisation internationale de l'année 2007.

Quant au refus du bénéfice de la protection subsidiaire, l'appelant se prévaut des éléments de son récit et du risque de traitements et sanctions inhumains résultant pour lui de ses activités politiques pour conclure à la réformation des décisions ministérielles en cause sur ce point.

L'article 1^{er}, section A, 2. de la Convention de Genève précise que le terme de « réfugié » s'applique à toute personne qui « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe*

social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

Sur le vu des faits de la cause et des arguments invoqués, qui sont en substance les mêmes que ceux soumis aux juges de première instance, la Cour arrive à la conclusion que les premiers juges ont procédé à une juste appréciation en fait et qu'ils ont tiré des conclusions juridiques exactes. En effet, c'est à bon droit et sur base d'une motivation exacte que la Cour adopte que le tribunal administratif a décidé que l'actuel appelant ne prouve pas à suffisance de droit des éléments constitutifs de persécution directe et qu'il n'établit pas une crainte légitime et actuelle de persécution au vu de la situation présente en Iran.

C'est encore à juste titre que le tribunal administratif a retenu en substance que les faits survenus en l'année 1999 sont trop éloignés dans le temps pour pouvoir justifier encore à l'heure actuelle une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève, que la distribution de tracts d'un mouvement d'opposition et le fait d'avoir affiché une banderole de pareil mouvement ne sauraient à eux seuls exposer l'appelant à un risque concret de persécution, que les condamnations de l'appelant pour avoir consommé de l'alcool et avoir installé une antenne satellite ne tombent pas sous le champ d'application de la Convention de Genève et que l'appelant n'a soumis un quelconque élément de preuve suivant lequel sa participation à une manifestation politique au Luxembourg ayant eu pour objet de soutenir les mouvements d'opposition en Iran puisse être connue des autorités iraniennes.

Il y a lieu d'ajouter que cette conclusion ne se trouve pas éternuée par les pièces supplémentaires et les traductions de pièces soumises par Monsieur XXX XXX en instance d'appel, étant donné que si ces pièces documentent les éléments déjà invoqués en première instance et qualifiés à juste titre d'insuffisants par le tribunal administratif, elles ne sont pas de nature à établir au-delà desdits éléments des faits nouveaux qui seraient de nature à justifier une crainte raisonnable de persécution, étant relevé que l'attestation testimoniale suivant laquelle un reportage sur une assemblée du Conseil National de la Résistance Iranienne au Luxembourg et documentant la présence de Monsieur XXX XXX à cette manifestation aurait été diffusé par satellite par la chaîne de télévision SIMAYE AZADI n'est pas de nature à documenter à suffisance de droit un risque concret d'une connaissance par les autorités iraniennes des différentes activités politiques de Monsieur XXX XXX et d'une intention de la part desdites autorités de le persécuter de ce chef.

Concernant le statut de protection subsidiaire, force est de constater que l'appelant renvoie aux faits ci-avant développés, mais que les éléments ainsi mis en avant par lui sont également insuffisants pour établir dans son chef un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de ladite loi du 5 mai 2006 précitée, de sorte que la Cour ne saurait utilement mettre en cause le bien-fondé de la décision du tribunal de rejeter le recours de l'appelant sous cet aspect.

Il s'ensuit que c'est à bon droit que le tribunal a rejeté comme non fondé le recours de l'appelant contre la décision ministérielle litigieuse du 2 octobre 2006 et que le jugement entrepris est à confirmer dans toute sa teneur.

PAR CES MOTIFS

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,
reçoit l'acte d'appel en la forme,
le dit non fondé et en déboute,
partant, confirme le jugement entrepris du 24 octobre 2007,
condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi jugé par:

Georges RAVARANI, président,
Henri CAMPILL, premier conseiller,
Serge SCHROEDER, conseiller,

et lu à l'audience publique du 28 février 2008 au local ordinaire des audiences de la Cour par le président, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. RAVARANI